



HAL
open science

Les nations européennes au temps de l'Europe des princes (1814-1848)

Pierre-Marie Delpu

► **To cite this version:**

Pierre-Marie Delpu. Les nations européennes au temps de l'Europe des princes (1814-1848). *Historiens et géographes*, 2021, 453 (mars 2021), pp.139-145. halshs-03165244

HAL Id: halshs-03165244

<https://shs.hal.science/halshs-03165244>

Submitted on 11 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les nations européennes au temps de l'Europe des princes (1814-1848)

Pierre-Marie Delpu

Après avoir été longtemps comprise comme un ensemble de réalités locales convergentes, qui se seraient articulées autour des « mouvements nationaux et libéraux », la construction des nations politiques a suscité une importante réévaluation récente qui a permis de la saisir comme un phénomène à la fois européen et transnational. À partir des dernières décennies du XVIII^e siècle, les identités nationales se sont affirmées dans une grande partie des sociétés européennes, appuyées sur une importante littérature mémorielle et justificative. Elle engage des mouvements concomitants d'affirmation nationale qui s'effectuent dans une large première moitié du XIX^e siècle, essentiellement portés par des acteurs de la société civile avant d'être progressivement récupérés par les États, dans un long mouvement qui part des révolutions de 1848 et va jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Comme l'a démontré Anne-Marie Thiesse dans l'un des ouvrages les plus significatifs des dernières décennies, la construction des identités nationales européennes a été l'un des processus contemporains les plus internationalisés, nourri d'amples circulations d'hommes et d'idées portées par les héritages cosmopolites du siècle des Lumières et de l'époque des révolutions¹. Elles s'appuient aussi sur l'internationalisation de l'espace politique européen, qui s'est renforcée depuis le XVIII^e siècle. Elle a d'abord été le fait de la diplomatie traditionnelle, dite de cabinet, avant de toucher plus largement les opinions publiques à partir de la Révolution et de l'Empire. Elle engendre des solidarités entre mouvements nationaux et libéraux portés par des acteurs similaires et qui ont suscité des tentatives de coordination européennes dans les années 1820 et 1830, bien que ces dernières soient demeurées très ponctuelles. Les travaux les plus récents ont resitué ces processus dans des dynamiques mondiales dont les indépendances des anciennes colonies espagnoles d'Amérique latine, dans les années 1810 et 1820, constitueraient l'un des prolongements transatlantiques².

Le programme de Première générale fait de l'affirmation des nationalités le fil rouge d'une séquence chronologique partant de la déprise du système napoléonien, à partir de 1814, jusqu'à la première vague insurrectionnelle proprement européenne, en 1848, où les revendications nationales ont connu une véritable explosion. Cette périodisation classique ancre la logique du programme à l'échelle européenne, à l'appui de quelques observatoires bien connus dont l'indépendance de la Grèce, les mouvements nationaux italiens et allemands sont les plus significatifs. Cette période voit coexister la réaffirmation de l'ordre monarchique avec la défense de l'« Europe des peuples » portée par les patriotes : chez ces derniers, l'affirmation des droits des nations à la souveraineté

¹ Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales, XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1998. Sur les circulations politiques du premier XIX^e siècle, voir Clément Thibaud, « Les idées et les pratiques révolutionnaires », dans Sylvain Venayre, Pierre Singaravélou (dir.), *Histoire du monde au XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 2017, p. 123-136.

² Sur l'histoire globale des nations, voir Christopher A. Bayly, *La naissance du monde moderne 1780-1914*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006, et Pascal Ory, *Qu'est-ce qu'une nation ? Une histoire mondiale*, Paris, Seuil, 2020.

coïncide avec le combat pour les libertés politiques. Pour saisir la logique de cette période, on envisagera d'abord le rôle réformateur des Restaurations de 1814-1815, par lesquelles les puissances européennes ont cherché à refermer la parenthèse révolutionnaire. On mettra ensuite en évidence les constructions internationalisées dont relève l'« Europe des peuples » et qui, tout au long de la période, se structurent comme une alternative à la diplomatie de cabinet. La construction de la nation italienne, enfin, amplement reconsidérée par un important renouveau historiographique stimulé par le cent cinquantième de l'État-nation, constitue enfin un observatoire local de ces processus européens.

LES RESTAURATIONS DE 1814-1815, UNE TRANSITION POLITIQUE EUROPEENNE

En considérant l'année 1814 comme le point de départ d'une période marquée à la fois par la restauration des autorités traditionnelles et par l'affirmation des mouvements nationaux, le programme de Première prend en considération la transition politique que constitue l'ébranlement de l'Europe napoléonienne et la réaffirmation des autorités monarchiques traditionnelles. En ce sens, il s'inscrit en cohérence avec la plupart des travaux récents sur la période, attachés à restituer les dynamiques complexes dont ont relevé les Restaurations, prises entre l'ambition de refermer la parenthèse révolutionnaire et impériale et l'impossibilité pratique de liquider réellement leur héritage politique et administratif.

Une part croissante des historiens de la Révolution et de l'Empire insiste désormais sur les aspects européens et transnationaux propres à ces expériences politiques. Prolongeant les réflexions anciennes de Jacques Godechot sur les « révolutions atlantiques » de la fin du XVIII^e siècle, cadre commun aux révolutions ouest-européennes et américaines, ils ont mis en évidence la diffusion des idéaux patriotiques dans les territoires occupés, qui ont rencontré l'accueil favorable d'une partie des élites lettrées, particulièrement dans les États italiens où ils ont accéléré des ambitions d'indépendance et d'unité de l'Italie, alors perçue comme une communauté nationale potentielle³. À ce titre, le passage des Alpes en 1796 par les armées de Napoléon Bonaparte, alors général de l'armée du Directoire, a été considéré comme l'un des points de départ possibles de la construction nationale de l'Italie⁴. Dans les années 1800 et 1810, la soumission d'une grande partie de l'Europe à la domination commune de la France napoléonienne a accéléré les circulations à grande échelle, stimulées à la fois par les pratiques monétaires et administratives et par la participation des populations occupées aux opérations de

³ Marco Cuaz, « L'identité italienne au XVIII^e siècle. La perception des étrangers et l'autoreprésentation des intellectuels d'Italie », dans Gilles Bertrand (dir.), *Identité et cultures dans les mondes alpin et italien (XVIII^e-XX^e siècle)*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 13-36.

⁴ Christopher Duggan, *The Force of Destiny. A History of Italy since 1796*, Londres, Houghton, Mifflin & Harcourt, 2008.

maintien de l'ordre, qu'elles relèvent de bataillons locaux de la gendarmerie ou, plus spécifiquement, de la Grande Armée à laquelle sont intégrés des bataillons étrangers⁵.

Alors que l'autorité napoléonienne a été contestée dans une partie des territoires occupés – les résistances des patriotes locaux en Espagne de 1808 à 1814, puis en Prusse à partir de 1813, suffisent à l'illustrer –, les oppositions ont d'abord été spontanées, appuyées sur un réseau de sociétés secrètes en plein développement dès le début des années 1810, avant d'être appuyées par les pouvoirs locaux, comme en Espagne où elles ont été appuyées par l'ancien roi Ferdinand VII dont les ambitions restauratrices ont notamment été soutenues par la diplomatie britannique à partir de 1812. Contre l'image de Napoléon « homme de la nation » que la propagande impériale a construite, ces résistances ont montré tout le poids des conceptions locales de la communauté politique, sur lesquelles se sont appuyées les monarchies européennes au cours des mouvements de Restauration de 1814-1816. Ces derniers se sont nourris des réactions suscitées par la centralisation administrative impulsée par l'Empire, dont les implications fiscales ont amplifié les contestations dans une grande partie des États européens⁶. Cependant, ils se sont heurtés à un héritage bureaucratique désormais solidement implanté car il a transformé en profondeur les appareils administratifs des États européens. Dans un ouvrage récent, Aurélien Lignereux a bien montré que plus qu'un problème propre à la politique française, il s'agissait précisément d'une réalité continentale, porteuse d'un héritage impérial qui a indirectement contribué aux projets coloniaux postérieurs⁷.

Un double mouvement s'est alors construit pour réaffirmer la légitimité des monarchies traditionnelles contre la domination napoléonienne. À la suite d'un vaste débat sur la légitimité des pouvoirs qui a notamment impliqué des hommes de lettres soucieux de dénoncer le pouvoir usurpé de Napoléon I^{er}, à l'image du Français Chateaubriand (auteur de *De Buonaparte et des Bourbons*, 1814), il a cherché à rétablir leur autorité, en la refondant autour d'un contrat implicite avec les Églises, le trône et l'autel étant perçus comme les deux sources exclusives de la légitimité politique. Le courant dit « légitimiste » s'est fait le porteur de ces conceptions, qui associent le pouvoir monarchique au principe dynastique⁸. Elles ont été à la source des restaurations qui se sont successivement produites en 1814 et 1815, mais ont parfois dû effectuer des compromis avec l'héritage révolutionnaire : en France et en Espagne, l'ampleur de

⁵ Aurélien Lignereux, *Servir Napoléon. Policiers et gendarmes dans les départements annexés (1796-1814)*, Seyssel, Champ Vallon, 2014.

⁶ Sur les critiques face à la centralisation, voir Rudolf Von Thadden, *La centralisation contestée. L'administration napoléonienne, enjeu politique de la Restauration (1814-1830)*, Arles, Actes Sud, 1989. Sur le cadre européen des Restaurations, voir Jean-Claude Caron, Jean-Philippe Luis (dir.), *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe post-napoléonienne (1814-1830)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.

⁷ Aurélien Lignereux, *Les impériaux. Administrer et habiter l'Europe de Napoléon*, Paris, Fayard, 2019.

⁸ Pour la France, voir Olivier Tort, Matthieu Brejon de Lavergnée (dir.), *L'union du Trône et de l'Autel ? Politique et religion sous la Restauration*, Paris, Publications de l'Université Paris-Sorbonne, 2012.

l'héritage révolutionnaire a imposé que le pouvoir du roi s'exerce dans un cadre défini dans une constitution. Le retour à l'ordre antérieur se situe donc dans une dialectique complexe entre adaptations nécessaires à un héritage perçu comme irréversible et un cadre européen défini au Congrès de Vienne.

Le Congrès de Vienne, qui se tient **entre septembre 1814 et juin 1815** à l'initiative du chancelier autrichien Klemens von Metternich, figure forte du nouvel ordre international, se donne pour objectif de réorganiser l'Europe autour d'un ordre stabilisé ayant vocation à empêcher le retour d'une nouvelle révolution et d'un nouveau pouvoir usurpé capable de mener à bien une politique d'expansion à grande échelle. Le bicentenaire de l'événement en 2015 a suscité un regain d'intérêt des historiens pour l'événement, réenvisagé du point de vue des pratiques diplomatiques et des conceptions de la souveraineté dont il était porteur. Les travaux du Congrès cherchent principalement à affaiblir le principe national au profit de la souveraineté monarchique. L'acte final du 22 juin 1815 montre les directions autour desquelles les puissances européennes entendent réorganiser la politique du continent : il réaffirme d'abord la légitimité dynastique comme seul fondement du pouvoir monarchique, écartant ainsi tout régime qui serait issu d'une insurrection. Il institue par ailleurs le « concert européen » comme moyen de régler les affaires diplomatiques du continent par la concertation entre les principales puissances. Enfin, il souligne la place du christianisme comme ciment culturel du continent. Le regroupement des trois principales puissances – l'Autriche catholique, la Prusse protestante et la Russie orthodoxe – apparaît comme une figure providentielle de la Trinité, capable de pacifier le continent.

Dans cet ordre européen renouvelé, les patriotes, principaux porteurs de l'idée nationale, se retrouvent mis en minorité. Les principaux mouvements pour les libertés politiques font l'objet d'une ample campagne de répression qui se poursuit jusqu'au début des années 1820. Il faut y voir le rôle conjoint des polices politiques, désormais mieux connu, qui scrutent l'état des opinions publiques pour tenter d'endiguer les oppositions⁹, et de la diplomatie des congrès, qui conduit les monarchies restaurées à discuter à la fois entre elles et en leur sein de la répression des émeutes survenues à l'étranger. En Espagne, le gouvernement constitutionnel du Triennat libéral, entre 1820 et 1823, suscite l'inquiétude des observateurs étrangers, qui conduit notamment la Chambre législative française à débattre de la nécessité d'intervenir pour réprimer le régime espagnol¹⁰. Dans ce paysage répressif renouvelé, l'engagement libéral et patriotique se reconstitue autour des sociétés secrètes, qui connaissent un réel développement à la fin des années 1810. Des travaux récents ont mis au jour les circulations européennes dont les Charbonneries ont relevé, particulièrement en France et dans les États italiens¹¹. Elles voient circuler des modèles politiques communs, dont celui de la révolution d'Espagne – et du répertoire

⁹ Pierre Karila-Cohen, *L'État des esprits. L'invention de l'enquête politique en France (1814-1848)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

¹⁰ Emmanuel Larroche, *L'expédition d'Espagne. 1823 : De la guerre selon la Charte*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

¹¹ Jean-Noël Tardy, *L'âge des ombres. Complots, conspirations et sociétés secrètes au XIX^e siècle*, Paris, Les Belles Lettres, 2015.

utilisé par ses acteurs, notamment le *pronunciamiento* qui consiste à proclamer les revendications du peuple – alors réinvesti dans plusieurs insurrections contemporaines, notamment à Naples et en Piémont en 1820 et 1821.

L' « EUROPE DES PEUPLES », UNE CONSTRUCTION INTERNATIONALISÉE

Au début des années 1820 et sous l'effet de circulations multiples et d'hommes et d'idées, s'élaborent des mouvements convergents, bien que non structurés, pour la défense des libertés politiques et de la souveraineté nationale. Ils sont portés par des acteurs communs, qu'on qualifie essentiellement de « patriotes », nourris des idées de la Révolution et de l'Empire. Alors que ces mouvements concernent d'abord surtout d'anciens officiers de la Grande Armée, qui participent à l'essentiel des révoltes européennes et sud-américaines des années 1820 et 1830¹², et des acteurs issus de la petite bourgeoisie, leur sociologie évolue dans les années 1830 et 1840 vers une base sociale plus large. Ce processus a longtemps été décrit par le modèle de la « descente de la politique vers les masses », formulé par Maurice Agulhon pour la Provence du premier XIX^e siècle, qui décrit une politisation du peuple effectuée de manière progressive et encadrée par les élites locales¹³. Si ce schéma a par la suite été discuté, il n'en est pas moins que des hommes de lettres, des penseurs ont joué un rôle déterminant dans la structuration des imaginaires de la nation et des mouvements politiques qui en ont découlé. Dans les États allemands, des philosophes comme Johann Gottlieb Fichte, des poètes comme August Heinrich von Fallersleben, Heinrich Heine ou encore Ludwig Börne ont défini les images de la nation allemande, qu'ils ont associée à des thèmes littéraires, à un héritage linguistique et culturel. Ils n'ont pas eux-mêmes participé aux insurrections successives que l'espace allemand a connu dans les premières décennies du XIX^e siècle, mais ils ont formulé des appels au peuple et ont inspiré certaines des associations étudiantes, les *Burschenschaften*, qui ont exprimé une partie des aspirations du peuple allemand à la souveraineté. Elles sont à l'origine de plusieurs initiatives réparties sur les territoires des États allemands, qu'il s'agisse de la révolte de la Wartburg en 1817 ou de la fête de Hambach en 1832. Cependant, bien étudiées dans la bibliographie de langue allemande, ces événements ne sont que très peu couverts dans des publications disponibles en français¹⁴.

Les travaux récents ont montré la chronologie des mobilisations, construite autour de trois vagues révolutionnaires successives, qui se sont déployées à l'échelle internationale. Celle du début des années 1820 constitue, pour l'historien britannique Christopher A. Bayly, le premier moment d'un « libéralisme global », construit autour du

¹² Walter Bruyère-Ostells, *La Grande Armée de la liberté*, Paris, Taillandier, 2009.

¹³ Maurice Agulhon, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République (1789-1848)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1970.

¹⁴ Gudrun Gersmann, Marieke König, Heidi Mehrkens (dir.), *L'espace du politique en Allemagne au XIX^e siècle*, dossier monographique, *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n°46, 2013/1.

modèle insurrectionnel espagnol de janvier 1820¹⁵. Son mode opératoire, sa constitution sont successivement reproduits dans les Deux-Siciles (1820), en Piémont-Sardaigne (1821), au Portugal (1822) et connaissent des répercussions en Amérique latine. La mobilisation pour l'indépendance de la Grèce par rapport à l'Empire Ottoman, entre 1822 et 1829, constitue un autre combat majeur de ce mouvement révolutionnaire. Une deuxième vague, plus circonscrite dans le temps, intervient au début des années 1830 : elle associe les revendications des libertés politiques et économiques avec l'émergence politique de la question sociale, dans un contexte marqué par les effets de la récession de la fin des années 1830. Elle voit émerger des nationalités souveraines, à l'image de la Belgique qui s'émancipe des Pays-Bas en 1830, alors que d'autres demeurent soumises à des impérialismes concurrents, à l'image des États italiens et de la nation polonaise. Sans qu'il soit réellement possible de parler de révolution européenne, des circulations réelles ont existé entre les foyers insurrectionnels, qu'elles relèvent de leurs acteurs – des exilés, des mercenaires – ou des idées politiques sur lesquelles les révolutions ont reposé¹⁶. La dernière vague insurrectionnelle, enfin, s'est produite à la fin des années 1840 : à la suite d'émeutes localisées, d'abord survenues en Suisse, en Espagne et dans les Deux-Siciles, ont éclaté plusieurs révolutions, la première à Palerme en janvier 1848, la deuxième en France fin février 1848. L'écho immédiat connu par ces événements a contribué à leur dimension continentale et, à moindre échelle, aux prolongements coloniaux et mondiaux qu'elles ont connus.

Longtemps, la construction internationale de ces révolutions a été décrite comme relevant de circuits diffusionnistes. En 1820, l'Espagne aurait offert aux autres États sud-européens le modèle d'une révolution réussie ; en 1830 et 1848, les récits produits par les républicains français ont soutenu que la circulation européenne des événements serait partie de France, « locomotive qui mène les peuples d'Europe vers la liberté » (Alexandre Dumas père, 1848). Des travaux récents ont nuancé ce modèle : des circulations réelles d'informations, d'hommes, d'idées ont existé entre les divers foyers révolutionnaires, renforçant des solidarités entre des mouvements nationaux et libéraux longtemps perçus comme isolés les uns des autres. Ces convergences interrogent la nature des rapprochements entre mouvements politiques contemporains, en l'absence de partis libéraux formalisés. Plusieurs historiens ont reconnu les contours d'une « internationale libérale » constituée à partir des années 1820, par analogie avec l'internationalisme ouvrier de la fin du XIX^e siècle. L'assimilation pose le problème de présupposer une structure centralisée qui organiserait les revendications collectives contre les monarchies restaurées. Les exemples de structures coordonnatrices sont réels, à l'image de la Société Européenne des Frères Constitutionnels du Napolitain Guglielmo Pepe, en 1822, ou de la Jeune Europe du Génois Giuseppe Mazzini, fondée en 1834. Ils ont cependant été très circonscrits, voués à l'échec et ont peiné à rassembler, du temps de leur existence, des combats locaux très disparates. À l'inverse, des travaux récents considèrent plutôt

¹⁵ Dans C.A. Bayly, *La naissance du monde moderne...*, *op. cit.*

¹⁶ Sylvie Aprile, Jean-Claude Caron, Emmanuel Fureix (dir.), *La liberté guidant les peuples. Les révolutions de 1830 en Europe*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.

l'hypothèse d'un « contre-monde libéral » : les convergences entre situations politiques seraient renforcées par des circulations révolutionnaires, qui témoigneraient d'une opposition commune aux monarchies restaurées¹⁷.

LA « DIPLOMATIE DES PEUPLES »

À côté des pratiques diplomatiques habituelles, dites « de cabinet », la conscience accrue de convergences entre des situations politiques locales a encouragé des formes de mobilisation au sein des sociétés civiles, destinées à peser sur les mécanismes de décision internationaux. Ces dernières sont au cœur d'un nombre croissant de recherches, qui ont notamment insisté sur le rôle crucial joué en ce sens par la circulation des hommes. L'exil politique constitue l'une des premières modalités de ces connexions. Alors qu'il a d'abord concerné les contre-révolutionnaires au moment de la Révolution et de l'Empire, il est devenu à partir des années 1810 un outil du répertoire courant des libéraux européens et a principalement concerné des patriotes issus de nations non souveraines qui se sont surtout dirigés vers la France et la Grande-Bretagne qui offraient les dispositifs d'accueil les plus solides. Les recherches récentes de Sylvie Aprile et de Delphine Diaz l'ont montré : ces expériences ont été un moment privilégié de production des mémoires révolutionnaires et de réorganisation des stratégies d'engagement¹⁸. Il a impulsé des circulations combattantes, notamment dans les années 1820 où des Piémontais, des Napolitains ont profité de leur exil pour soutenir les révolutions à l'œuvre en Espagne puis en Grèce. Le cas le plus emblématique reste celui du Génois Giuseppe Mazzini, réfugié à Marseille à la suite de l'écrasement des révolutions italiennes du début des années 1830, où il fonde en 1831 une société secrète patriotique, la *Giovine Italia*. Destinée à impulser le mouvement d'indépendance des États italiens, que souhaitent alors mener les démocrates, elle devient la matrice de mouvements démocratiques mondiaux, informés par les exils successifs de Mazzini en France, en Suisse puis en Grande-Bretagne¹⁹. Lorsqu'il fonde la Jeune-Europe en 1834, il entend constituer une fédération de mouvements nationaux reproduisant la stratégie de la *Giovine Italia* à l'échelle européenne. En France où les flux d'exilés ont été particulièrement nombreux, issus d'une grande partie des États du continent qui ont été marqués par des mouvements de répression, sont apparues des solidarités entre exilés d'appartenances nationales différentes. Une partie d'entre eux ont contribué aux révolutions de 1830 et de 1848 : leur présence aux côtés des insurgés des barricades est attestée par des témoignages

¹⁷ Sur ce débat, voir Walter Bruyère-Ostells, « Internationale libérale ou contre-monde libéral ? Des degrés et des espaces d'opposition aux Restaurations », dans J.-Cl. Caron, J.-Ph. Luis (dir.), *Rien appris, rien oublié ?...*, op. cit., p. 367-380.

¹⁸ Sylvie Aprile, *Le siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS Éditions, 2010, et Delphine Diaz, *Un asile pour tous les peuples ? Exilés et réfugiés étrangers en France au cours du premier XIX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2014.

¹⁹ Christopher A. Bayly, Eugenio F. Biagini (dir.), *Giuseppe Mazzini and the Globalization of Democratic Nationalism*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

contemporains²⁰. Leur engagement, bien qu'il ne concerne pas la totalité des exilés, prolonge des liens créés par des combats communs autour de causes locales perçues comme faisant partie d'une opposition globale aux monarchies traditionnelles.

Ces mobilisations s'appuient, tout au long du premier XIX^e siècle, sur des constructions fraternalistes qui, dans la continuité de perceptions ancrées dans l'imaginaire religieux du christianisme, définissent des solidarités entre des combats locaux qui en font les manifestations d'un combat pour l'humanité. Au début des années 1820, la mobilisation dite « philhellène », destinée à soutenir le combat des patriotes grecs pour obtenir leur indépendance face à l'Empire ottoman, constitue l'un des combats les plus marquants. Le mouvement révèle une vaste composition internationale, principalement formée d'engagés volontaires britanniques, français et allemands, auxquels s'ajoutent des combattants italiens plus ponctuels dont le Piémontais Santorre di Santa Rosa, mort en 1825 lors de la bataille de Sphactérie. Des travaux récents l'ont établi : la mobilisation internationale pour la cause des Grecs a été plus complexe que l'image longtemps retenue d'une révolution romantique, notamment incarnée par l'engagement du poète britannique lord Byron, mort à la bataille de Missolonghi en 1824²¹. Le philhellénisme international s'est nourri de motivations convergentes : il constituait d'abord une opportunité professionnelle pour des volontaires et des mercenaires en quête de nouveaux terrains de combat, ensuite une guerre exotique et paroxystique nourrie de la fascination des contemporains pour l'aventure, enfin une lutte pour défendre la chrétienté contre un oppresseur hérétique, dans un combat perçu comme une croisade²².

Le **massacre de Chios**, en avril 1822, est emblématique des enjeux et des perceptions européennes de la guerre d'indépendance grecque. Il s'ancre d'abord dans la réalité locale de la guerre gréco-turque : fin mars 1822, des insurgés grecs s'emparent de l'île, alors particulièrement riche en ressources naturelles – on y produit du mastic – et dotée d'un important tissu de maisons de commerce, qu'ils soumettent à une administration constituée d'émissaires du gouvernement insurrectionnel grec. D'abord circonscrite dans des enjeux locaux, la situation de l'île de Chios devient internationale avec l'émotion suscitée par des massacres de civils par les forces ottomanes. Les observateurs étrangers s'alarment en effet du massacre, le jour de Pâques, d'environ 3000 Grecs par une armée ottomane cinq fois plus nombreuse, puis de l'exécution, début mai 1822, de sujets de l'île retenus en otage, tous orthodoxes. Une importante mobilisation collective se déploie ainsi autour du sort de victimes civiles dont les soutiens font valoir le statut de chrétiens. Les réactions ont d'abord été économiques, issues d'une partie des maisons de commerce britanniques ruinées par le massacre, avant de susciter les prises

²⁰ Delphine Diaz, « Exil, citoyenneté et République. Les étrangers dans le Paris de 1848 vus par Louis Garnier-Pagès », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, n°22, 2014/3, p. 75-82.

²¹ Denys Barau, *La cause des Grecs. Une histoire du mouvement philhellène (1821-1829)*, Paris, Honoré Champion, 2009.

²² Hervé Mazurel, *Vertiges de la guerre. Byron, les philhellènes et le mirage grec*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.

de position d'acteurs politiques européens, dont le ministre britannique des Affaires Étrangères, Castlereagh, qui envisage la rupture des relations diplomatiques avec les Ottomans. Des attestations littéraires et picturales expriment l'émoi européen consécutif à ce combat paroxystique, dont le poème de Victor Hugo (« L'Enfant », 1829) et le tableau d'Eugène Delacroix (*Les massacres de Scio*, 1824) constituent les plus emblématiques.

Du fait de la dimension confessionnelle dont elle est porteuse, la mobilisation philhellène se nourrit aussi de penseurs contre-révolutionnaires attachés à dénoncer les menaces qui pesaient sur la chrétienté, dont le Français Chateaubriand est l'un des plus significatifs. Elle a été l'une des seules à réunir des cultures politiques opposées autour de valeurs et d'identités présentées comme transcendantes. Les autres combats transnationaux se sont révélés moins mobilisateurs, à l'image de la lutte dite « polonophile » pour défendre les droits de la nation polonaise à la souveraineté, dans un contexte d'écrasement des révoltes par la Russie et par l'Autriche au début des années 1830. Malgré la présence à leurs côtés de figures de proue des mouvements libéraux européens, parmi lesquels La Fayette, qui jouit d'une solide réputation de « héros des deux mondes », malgré l'existence de comités polonophiles principalement situés en France et en Grande-Bretagne, la mobilisation connaît une ampleur plus limitée que celle en faveur des Grecs dix ans plus tôt.

D'autres mobilisations se constituent, jusqu'aux révolutions de 1848, autour de canaux informels comme les réunions publiques, la presse ou les pétitions. En France, le débat social autour du sort du proscrit napolitain Antonio Galotti, établi en Corse en 1828 pour échapper aux persécutions de la monarchie des Deux-Siciles à son encontre, contribue notablement à la fixation du statut administratif de réfugié en 1832²³. Tout au long des années 1830 et 1840, les crises internationales suscitent d'importantes réactions dans les sociétés civiles européennes, particulièrement en France et en Grande-Bretagne²⁴. Elles s'appuient sur des composantes émotionnelles décisives, parmi lesquelles la figure du martyr politique, capable de susciter à la fois l'admiration et l'indignation des contemporains, est amplement mobilisée, notamment par les patriotes italiens²⁵. À la veille des révolutions de 1848, ces derniers développent l'image d'une nation construite autour de ressorts culturels et mentaux dont la famille, la sainteté et la culture de l'honneur constituent les piliers principaux²⁶. Le processus national est d'abord envisagé comme une autonomisation par rapport à l'emprise du concert européen et en particulier de l'Autriche, qui exerce une domination directe sur un large quart nord-est de la péninsule : cette étape apparaît un préalable nécessaire à la promotion d'une nation

²³ Delphine Diaz, « L'affaire Galotti (1829). Exil, extradition et "droit d'asile" », *Orages*, n°17, 2018, p. 125-140.

²⁴ Renaud Meltz, « Vers une diplomatie des peuples ? L'opinion publique et les crises franco-anglaises des années 1840 », *Histoire, Économie & Sociétés*, n°33, 2014/2, p. 58-78.

²⁵ Pierre-Marie Delpu, « Une religion politique. Les usages des martyrs révolutionnaires dans le Royaume des Deux-Siciles, années 1820-années 1850 », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n°64, 2017/1, p. 7-31.

²⁶ Alberto Mario Banti, *La nazione del Risorgimento. Parentela, santità ed onore alle origini dell'Italia unita*, Turin, Einaudi, 2000.

politiquement souveraine. En ce sens, la nation italienne apparaît d'abord formée autour de liens fraternels entre des États soumis à des dynamiques répressives comparables : des pratiques politiques convergentes et une symbolique commune se constituent, qui expriment la solidarité que les patriotes italiens cherchent alors à promouvoir²⁷.

Mais ces références croissantes à la fraternité des peuples italiens n'aboutissent pas, des travaux récents l'ont montré, à un scénario cohérent de construction nationale. À la fois dans la péninsule italienne et dans l'exil, expérience qui joue un rôle central dans le processus national italien au point d'avoir été qualifié d'« institution » par certains patriotes, plusieurs options coexistent, certaines républicaines, d'autres soucieuses de maintenir au pouvoir les dynasties en place. Dans tous les cas, le modèle le plus courant demeure celui de la fédération d'États indépendants, conception alors courante dans la pensée politique du premier XIX^e siècle européen où elle est envisagée comme le contrepoint le plus efficace à la centralisation héritée de la France napoléonienne, qui suscite d'abondantes critiques dans une grande partie de l'Europe²⁸. Au cours des années 1840, la papauté s'impose comme une autorité capable de diriger une possible fédération d'États italiens. D'abord envisagée par une partie des libéraux catholiques, autour du prêtre piémontais Vincenzo Gioberti, auteur en 1843 du *Primat civil et moral des Italiens*, l'idée prend corps à partir de 1846, alors que le nouveau pape Pie IX apporte son soutien au mouvement national italien²⁹. Malgré ces éléments d'unification, le processus politique que l'on qualifie de plus en plus couramment de *Risorgimento* – résurrection, qui renvoie à l'idée d'une identité nationale mise en sommeil depuis la chute de l'Empire romain – se heurte à des résistances locales. Si tous les États italiens ont connu des mouvements émancipateurs, ils se sont souvent construits autour de logiques locales propres à chacune des « nations » préunitaires. Dans le Royaume des Deux-Siciles, par exemple, les libéraux ont avant tout constitué un mouvement d'opposition hétéroclite, soucieux de promouvoir les libertés politiques face au gouvernement autoritaire des Bourbons : même s'il s'est partiellement intégré aux dynamiques politiques italiennes au moment de la révolution de 1848, cette conversion nationale est demeurée partielle et controversée³⁰.

Tout au long de la première moitié du XIX^e siècle se sont donc affirmées des identités nationales sous la forme de processus culturels nationalisés, portés par des patriotes nourris des idéaux des Lumières et des mémoires des révolutions de la fin du

²⁷ *Frères de sang, frères d'armes, frères ennemis. La fraternité en Italie (1820-1924), études réunies par Catherine Brice*, Rome, École française de Rome, 2017.

²⁸ Pour une perspective européenne – le même constat vaudrait notamment pour l'espace allemand –, voir Michel Biard, Jean-Numa Ducange, Jean-Yves Frégné (dir.), *Centralisation et fédéralisme. Les modèles et leur circulation dans l'espace francophone, germanophone et italoophone*, Mont-Saint-Aignan, Publications des Universités de Rouen et du Havre, 2018.

²⁹ Ignazio Veca, *Il mito Pio IX. Storia di un papa nazionale e liberale*, Rome, Viella, 2018.

³⁰ Pierre-Marie Delpu, *Un autre Risorgimento. La formation du monde libéral dans le Royaume des Deux-Siciles (1815-1856)*, Rome, École française de Rome, 2019.

XVIII^e siècle. Lorsqu'éclatent les révolutions de 1848, elles sont encore un processus culturel construit à la fois par opposition aux Restaurations européennes et par affirmation de communautés destinées à devenir souveraines. Mais les cas de créations d'États-nations demeurent très circonscrits, limités à la Grèce et à la Belgique, et la souveraineté des nations demeure largement conditionnée à leur autonomisation par rapport aux monarchies traditionnelles. L'échec généralisé des révolutions de 1848 occasionne un vaste reflux autoritaire qui passe essentiellement par la condamnation des insurgés, mais dans les États allemands et italiens, il voit s'amorcer un mouvement de transition par lequel deux monarchies, la Prusse et le Piémont-Sardaigne, récupèrent à leur profit les constructions nationales allemande et italienne.